REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

ANNEXE 4

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

**Séance du Conseil Communautaire**

**12 février 2026**

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

# Table des matières

**PREAMBULE** ..... **2**

**PARTIE I : CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL** ..... **3**

A. Une croissance économique modérée dans un environnement incertain ..... 3

B. Dans l'attente de la loi de finances pour 2026, l'incertitude ..... 9

**PARTIE II : IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE** ..... **11**

**PARTIE III : SITUATION FINANCIERE DE LA CCVA AU 31/12/2025** ..... **12**

**Exécution budgétaire 2025** ..... 12

1. Les comptes administratifs 2025 du budget principal et des budgets annexes Petite enfance, Déchets, Zone du Triangle, Zone de Pechnauquié. ..... 12

**IV : ELEMENTS PREVISIONNELS DU BUDGET 2026** ..... **17**

A. Les Recettes ..... 17

C. Les Depenses ..... 18

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

## PREAMBULE

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est une obligation légale pour les communes d'au moins 3500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, ainsi que les départements (article L 2312-1, L 5211-36 et L 3312-1 du CGCT).

Il a pour vocation de donner à l'organe délibérant les informations nécessaires qui lui permettront d'exercer son pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget.

Il doit être tenu dans les 10 semaines précédant l'examen du budget et ne pas avoir lieu lors de la même séance que celle concernant le vote du budget.

Le DOB concerne à la fois le budget principal et les budgets annexes.

Une délibération de l'assemblée délibérante prend acte du débat d'orientation budgétaire.

Celle-ci doit faire l'objet d'un vote. Par son vote, l'assemblée délibérante prend acte également de l'existence du rapport d'orientation budgétaire. En aucun cas le vote n'a vocation à approuver les orientations proposées.

La délibération du DOB, comme toutes les autres, doit être transmise au contrôle de légalité.

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

# PARTIE I : CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

## A. Une croissance économique modérée dans un environnement incertain

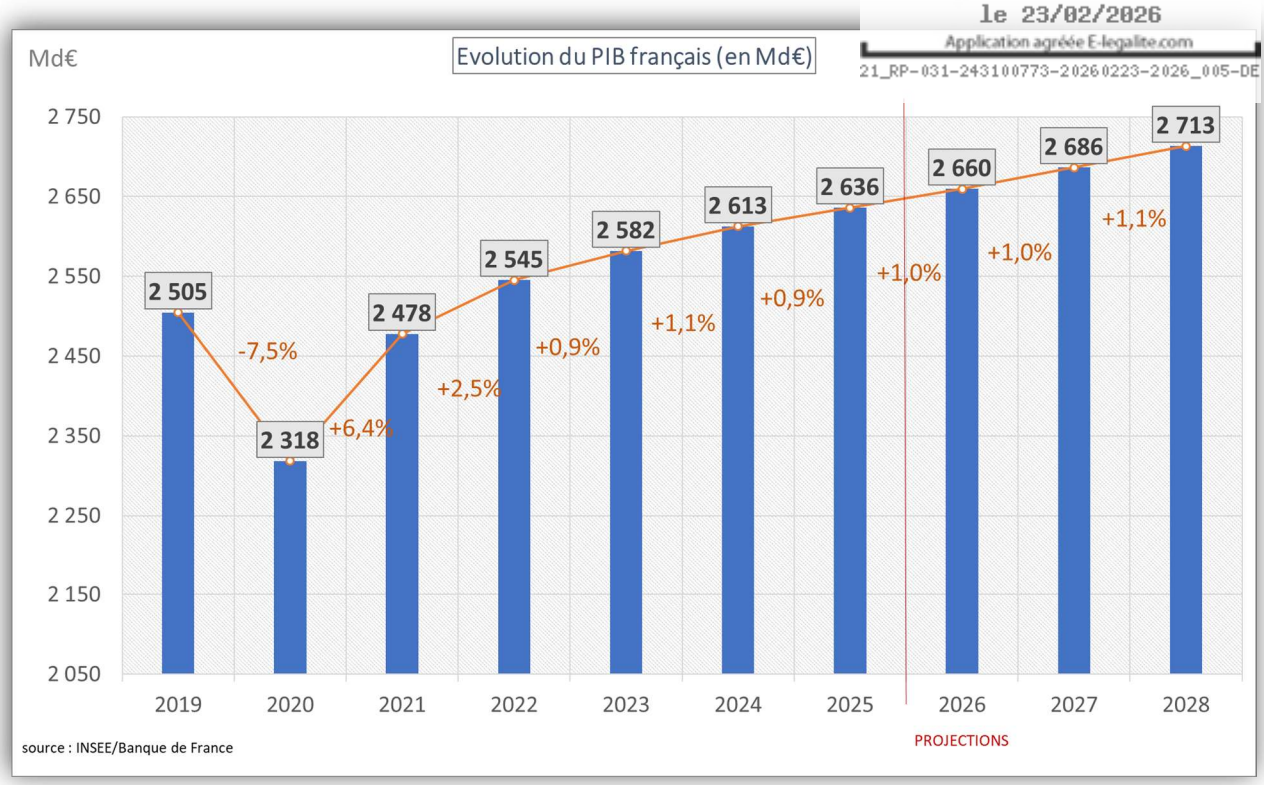
L'environnement économique national reste marqué par un ralentissement de l'activité à l'échelle internationale et par des incertitudes géopolitiques persistantes. La croissance mondiale demeure positive (+3,2% en 2025), portée principalement par les États-Unis et certaines économies asiatiques, tandis que la Zone Euro affiche une progression plus limitée.

En France, après une croissance estimée à +1,1 % en 2024, l'activité économique ralentit. Selon les projections de la Banque de France et les hypothèses macroéconomiques retenues dans le projet de loi de finances pour 2026, la croissance du produit intérieur brut (PIB) s'établirait autour de :

- +0,9% en 2025 ;
- +1,0% en 2026 et 2027 ;
- +1,1% en 2028.

Cette croissance modérée s'explique notamment par une demande intérieure encore fragile, un investissement privé prudent et un niveau d'épargne des ménages toujours élevé, traduisant un climat économique empreint de prudence.

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE



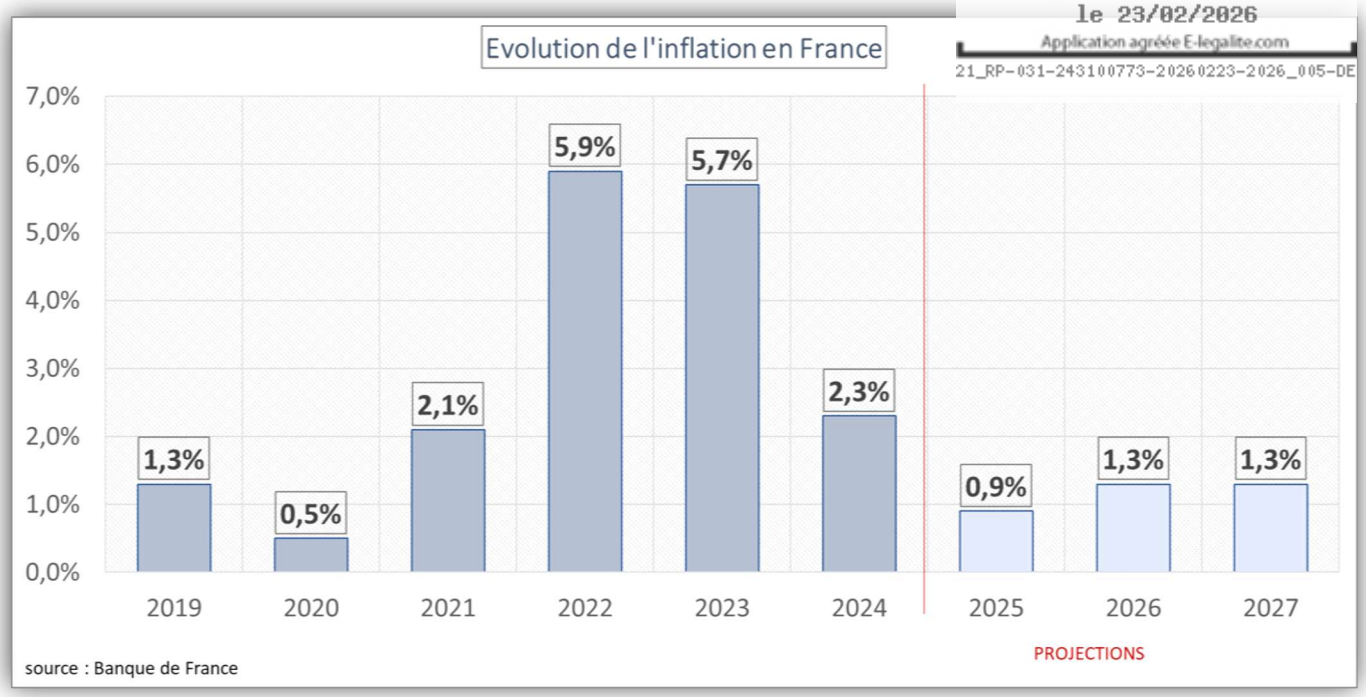

Après les fortes tensions inflationnistes observées en 2022 et 2023, l'inflation a nettement reculé en 2024 et poursuit sa normalisation. L'indice des prix à la consommation s'inscrit désormais dans une trajectoire plus conforme à l'objectif de stabilité des prix fixé par la Banque centrale européenne (inflation inférieure au seuil de 2%).

Les projections actuelles font apparaître :

- Une inflation inférieure à 1% en 2025,
- Une inflation inférieure à 1,5 % en 2026 et 2027.

Cette désinflation progressive a permis aux banques centrales d'amorcer un assouplissement graduel de leur politique monétaire, avec une baisse des taux directeurs, afin de soutenir l'activité économique sans relancer les pressions inflationnistes.

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE




Le marché du travail reste relativement résilient mais montre des signes de ralentissement. La faiblesse de la croissance économique limite les créations d'emplois, notamment dans le secteur marchand.

Selon les projections de la Banque de France, le taux de chômage devrait :

- Se stabiliser autour de 7,6 % en 2025,
- Connaître une légère hausse en 2026, pour atteindre environ 7,8 %, avant une amélioration progressive à moyen terme.

Cette évolution reflète l'ajustement progressif du marché du travail à un environnement économique moins porteur, s'expliquant en partie par un contexte politique national très instable depuis plusieurs mois.

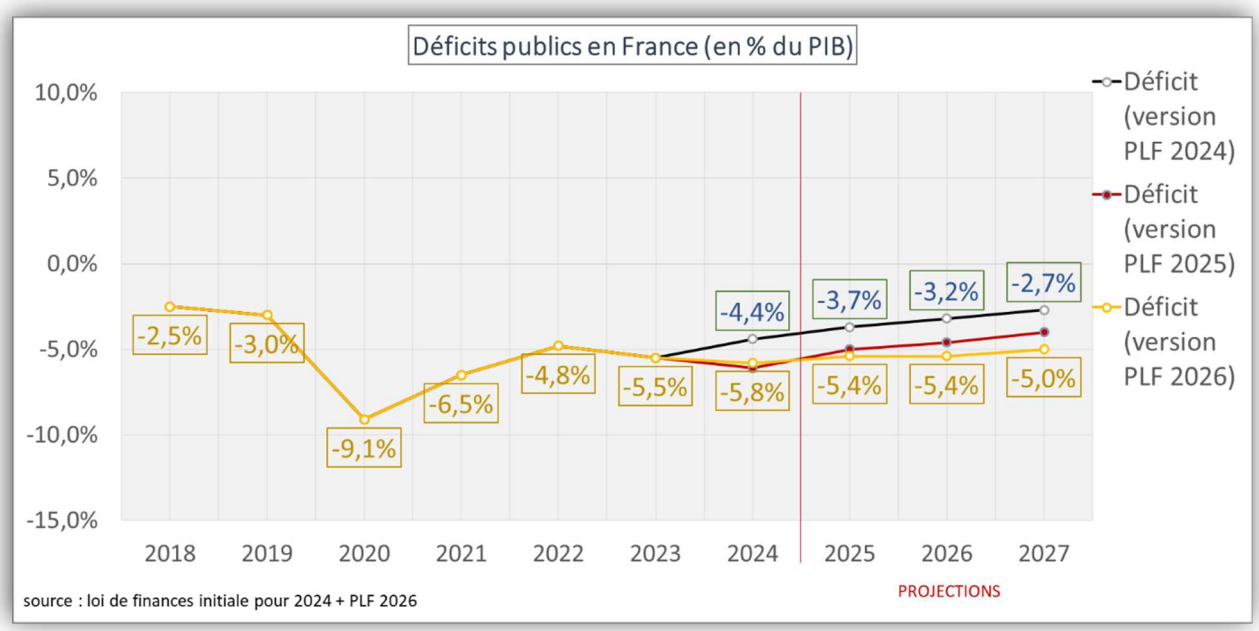
REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

Cette instabilité politique nationale a aussi mis en avant la situation préoccupante des comptes publics.

Le déficit public français, déjà supérieur aux normes européennes avant la crise sanitaire, s'est fortement dégradé depuis 2020 et reste à un niveau élevé. Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2026, le Gouvernement retient une trajectoire de redressement progressif :

- Un déficit public estimé à -5,4 % du PIB en 2025 et 2026,
- Un déficit estimé à -5% en 2027, contre -2,7% dans le PLF 2024.

Cette trajectoire vise un retour sous le seuil des –3 % du PIB à l'horizon 2029, conformément aux engagements européens, mais suppose des efforts budgétaires significatifs et durables.

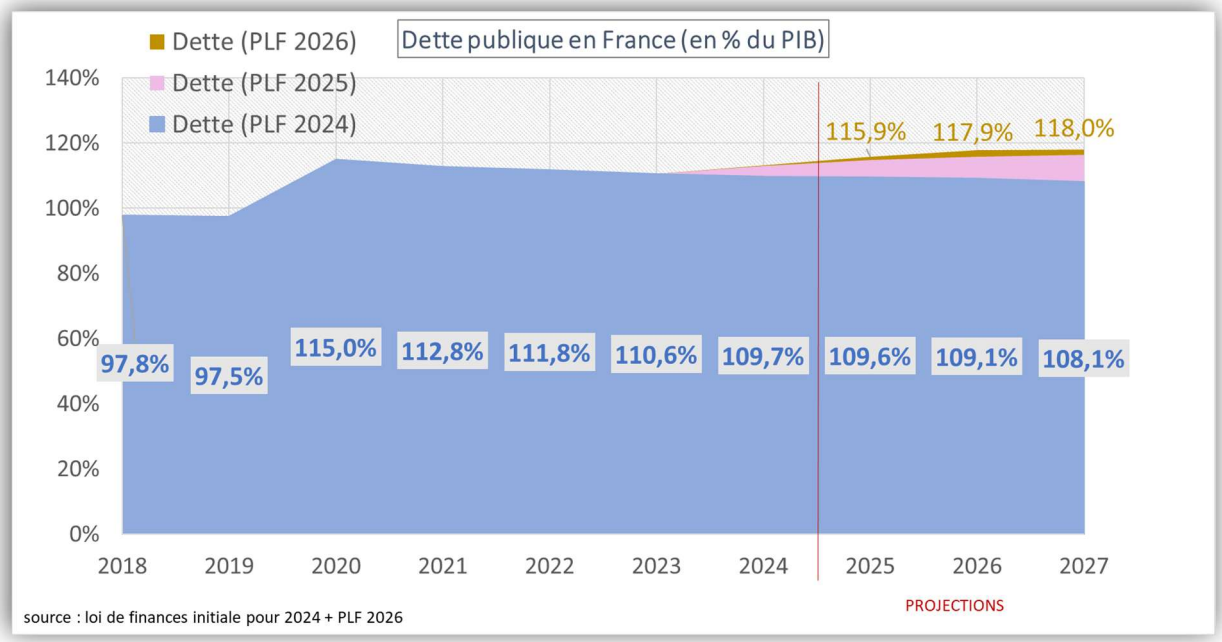


REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

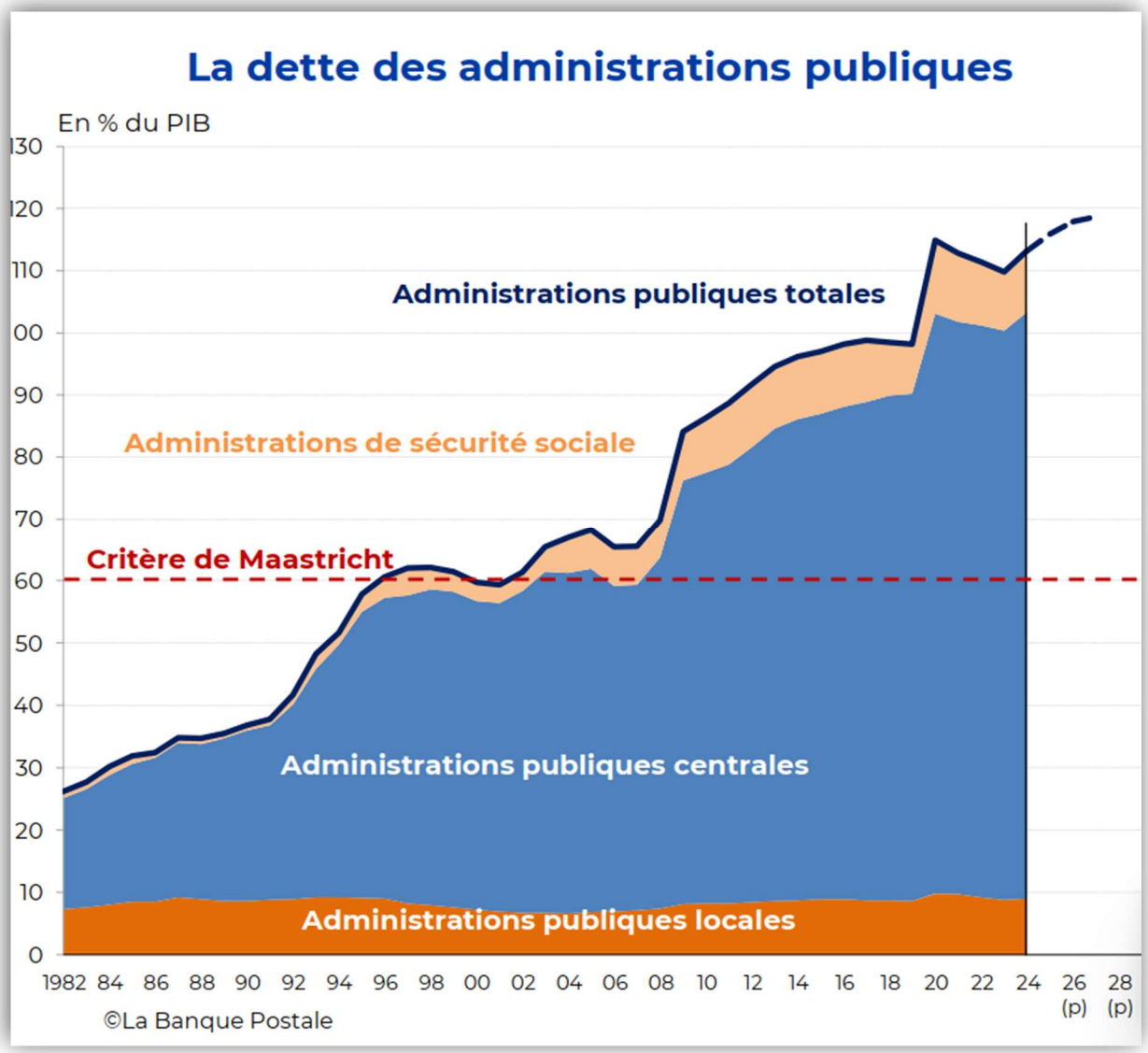
La dette publique française continue de progresser et atteint un niveau historiquement élevé. Les dernières estimations indiquent que l'endettement public pourrait se maintenir au-delà de 115 % du PIB, voire s'approcher des 120 % à moyen terme en l'absence d'ajustements structurels renforcés.

La hausse des charges d'intérêt, dans un contexte de taux encore élevés par rapport à la période pré-Covid, pèse durablement sur les finances publiques et limite les capacités d'intervention de l'État.

Ce contexte conduit les pouvoirs publics à rechercher une maîtrise accrue des dépenses, incluant une participation attendue de l'ensemble des administrations publiques, y compris les collectivités territoriales, à l'effort de redressement des comptes publics.



REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE



REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

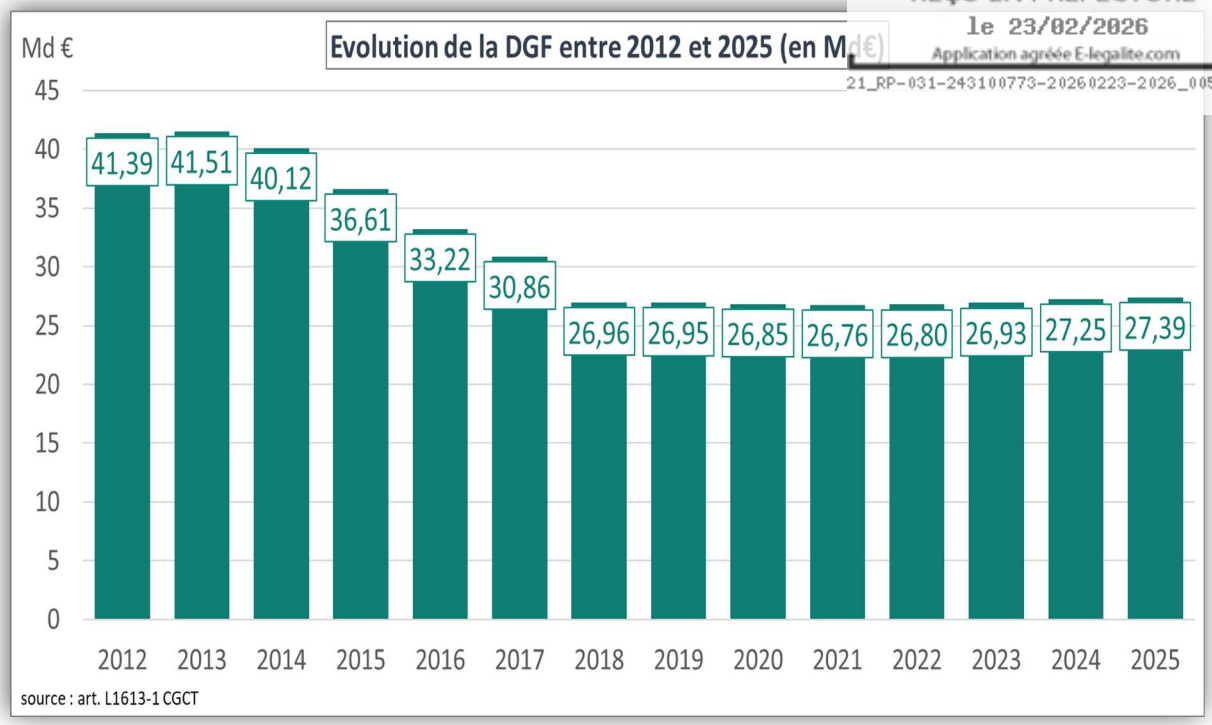
## B. Dans l'attente de la loi de finances pour 2026, l'incertitude

- Devant le refus de l'Assemblée Nationale de voter le projet de loi de finances (PLF) pour 2026, le Gouvernement s'est vu contraint de déposer un projet de loi spéciale, tout comme l'année dernière. Cette loi spéciale n'a pas réglé définitivement le PLF 2026 mais a servi de texte provisoire en attendant la poursuite de l'examen en nouvelle lecture.

- Le texte initial du PLF 2026, examiné en nouvelle lecture à l'Assemblée nationale à partir du 13 janvier 2026 prévoit une ponction de l'Etat pour les collectivités de près 7,2 milliards d'euros. Au mois de décembre 2025, le Sénat avait déjà allégé les prélèvements sur les budgets des collectivités locales. Ces prélèvements concernent essentiellement les EPCI, Départements et Régions. En revanche, certaines mesures touchent directement les communes et petits EPCI.

- Il s'agit notamment du montant de la DGF, principale dotation versée aux collectivités, qui n'est à ce jour pas encore tranché et qui varie selon les amendements et la Chambre (Assemblée nationale ou Sénat) entre 22 Mds€ (baisse de 5 Mds€ par rapport à 2025) et 27,5 Mds€ (stabilité par rapport à 2025).

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE




Le PLF 2026 prévoit également :

- L'exclusion du FCTVA pour certaines dépenses d'entretien (bâtiments, voirie, réseaux) ;

- La fusion des dotations d'investissement (DETR/DSIL/DPV) en un Fonds d'investissement territorial (FIT) et la réduction du budget de 200 M€.

Au mois de décembre 2025, le Sénat avait supprimé ces dispositions.

Enfin, les bases d'imposition seront revalorisées de +0,8% en 2026. Depuis 2018, l'indexation annuelle des valeurs locatives foncières, à la base des impositions locales (taxe d'habitation sur les résidences secondaires, taxes sur le foncier bâti et non bâti) est fixée par le rapport entre l'indice IPCH de novembre N-1 et celui de novembre N-2. En 2026, les bases fiscales augmenteront de 0,8% (+1,7% en 2025).

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

# PARTIE II : IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE

La loi de finances pour 2024 est venue créer une nouvelle obligation pour les collectivités de plus de 3 500 habitants. Il s'agit de l'impact du budget pour la transition écologique annexé chaque année au compte administratif, à partir du CA 2024.

L'objectif est d'évaluer l'impact environnemental de chaque dépense d'investissement selon chacun des axes suivants :

- Axe 1 : atténuation du changement climatique ;
- Axe 2 : adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
- Axe 3 : gestion des ressources en eau ;
- Axe 4 : transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
- Axe 5 : prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
- Axe 6 : préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

En fonction de l'axe, la dépense sera cotée comme « favorable », « défavorable » ou « neutre ».

Cette annexe environnementale est mise en œuvre de façon progressive

- Compte administratif 2024 : cotation pour l'axe 1 ;
- Comptes administratifs 2025 et 2026 : cotation pour l'axe 1 et l'axe 6 ;
- Comptes administratifs à partir de 2027 : tous les axes.

Elle concerne uniquement les budgets en M57 pour la première année.

A partir des comptes administratifs 2025, les budgets en M4 (SPIC) sont aussi concernés.

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

# PARTIE III : SITUATION FINANCIERE DE LA CCVA AU 31/12/2025

## Exécution budgétaire 2025

1. Les comptes administratifs 2025 du budget principal et des budgets annexes Petite enfance, Déchets, Zone du Triangle, Zone de Pechnauquié.

Le **budget principal**

↳ **Affiche** un résultat positif en 2025 :

⇨ Section de fonctionnement : + 4 118 540.12€

⇨ Section d'investissement : + 1 386 788.15€

⇨ Les dépenses d'investissement représentent essentiellement :

- Travaux de voiries ~444 161€
- Modernisation informatique ~11 345€
- Réparations sur piscine de Villemur : 21 319€
- Rénovation thermique : 5 270€

| COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - CCVA Budget Principal | | | |
|---|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | 1 000 000.00 | 1 000 000.00 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 6 222 392.53 | 9 340 976.65 | 3 118 584.12 |
| *Résultat de fonctionnement au 31/12/2025* | | | ***4 118 584.12*** |
| **INVESTISSEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | 664 727.84 | 664 727.84 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 968 829.94 | 2 111 000.48 | 1 142 170.54 |
| Restes à réaliser 2025 | 420 110.23 | 0.00 | -420 110.23 |
| *Résultat d'investissement au 31/12/2025* | | | ***1 386 788.15*** |
| **RESULTAT GLOBAL 2025 :** | | | **5 505 372.27** |

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

## Le budget annexe ENFANCE

**Affiche** un résultat positif en 2025 :

- Section de fonctionnement : + 628 586.90€
- Section d'investissement : + 125 100.97€
- Les dépenses d'investissement représentent essentiellement la rénovation extérieure de la crèche de Villemur ~35 343€

| COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - CCVA Budget ENFANCE | | | |
|---|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | 700 000.04 | 700 000.04 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 2 417 601.71 | 2 346 188.57 | -71 413.14 |
| *Résultat de fonctionnement au 31/12/2025* | | | ***628 586.90*** |
| **INVESTISSEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | 11 038.32 | 11 038.32 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 73 289.70 | 194 606.63 | 121 316.93 |
| Restes à réaliser 2025 | 7 254.28 | | -7 254.28 |
| *Résultat d'investissement au 31/12/2025* | | | ***125 100.97*** |
| **RESULTAT GLOBAL 2025 :** | | | **753 687.87** |

## Le budget annexe DECHETS

**Affiche** un résultat positif en 2025 :

- Section de fonctionnement : + 983 965.23€
- Section d'investissement : + 50 122.46€
- Les dépenses d'investissement représentent essentiellement l'achats de bacs ~17 825€

| COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - CCVA Budget DECHETS | | | |
|---|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | 450 000.00 | 450 000.00 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 2 515 837.65 | 3 049 802.88 | 533 965.23 |
| *Résultat de fonctionnement au 31/12/2025* | | | ***983 965.23*** |
| **INVESTISSEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | 8 126.34 | 8 126.34 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 17 825.14 | 101 206.86 | 83 381.72 |
| Restes à réaliser 2025 | 41 385.60 | 0.00 | -41 385.60 |
| *Résultat d'investissement au 31/12/2025* | | | ***50 122.46*** |
| **RESULTAT GLOBAL 2025 :** | | | **1 034 087.69** |

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

CONSOLIDATION

## La consolidation de ces 3 budgets laisse apparaitre un résultat positif en 2025, réparti comme suit :

- Section de fonctionnement : + 5 731 092.25€
- Section d'investissement : + 1 562 011.58€

| COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - PRINCIPAL-ENFANCE ET DECHETS CONSOLIDES | | | |
|---|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | 2 150 000.04 | 2 150 000.04 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 11 155 875.89 | 14 736 968.10 | 3 581 092.21 |
| *Résultat de fonctionnement au 31/12/2025* | | | ***5 731 092.25*** |
| **INVESTISSEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | | 683 892.50 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 1 059 944.78 | 2 406 813.97 | 1 346 869.19 |
| Restes à réaliser 2025 | 468 750.11 | | -468 750.11 |
| *Résultat d'investissement au 31/12/2025* | | | ***1 562 011.58*** |
| **RESULTAT GLOBAL 2025 :** | | | **7 293 103.83** |

## Le **budget annexe TOURISME**

↳ **Affiche** un résultat positif en 2025 :

- ⇨ Section de fonctionnement : + 844.72€
- ⇨ Ces dépenses correspondent en majorité aux reversements du personnel CCVA (2024-2025)
- ⇨ Pas de section d'investissement, le budget principal porte les investissements

| COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - CCVA Budget TOURISME | | | |
|---|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | 18 465.90 | 18 465.90 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 30 121.18 | 12 500.00 | -17 621.18 |
| *Résultat de fonctionnement au 31/12/2025* | | | ***844.72*** |
| **RESULTAT GLOBAL 2025 :** | | | **844.72** |

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

## Le **budget annexe ZONE DU TRIANGLE**

**Affiche** un résultat positif en 2025 :

- Section de fonctionnement : + 1 393 838.30€
- Section d'investissement : - 991 196.18 €

| COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - CCVA Budget PARC ECONOMIQUE DU TRIANGLE | | | |
|---|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | | 1 393 838.13 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 1 098 480.95 | 1 098 481.12 | 0.17 |
| *Résultat de fonctionnement au 31/12/2025* | | | ***1 393 838.30*** |
| **INVESTISSEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | | -900 475.94 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 1 150 246.48 | 1 059 526.24 | -90 720.24 |
| Restes à réaliser 2025 | | | 0.00 |
| *Résultat d'investissement au 31/12/2025* | | | ***-991 196.18*** |
| **RESULTAT GLOBAL 2025 :** | | | **402 642.12** |

Il est rappelé que les budgets annexes Zones retracent les stocks et doivent s'équilibrer sur plusieurs années ; en fin de vente de la totalité des lots, un bilan est établi.

## Le **budget annexe PECHNAUQUIE III**

**Affiche** un résultat négatif en 2025 :

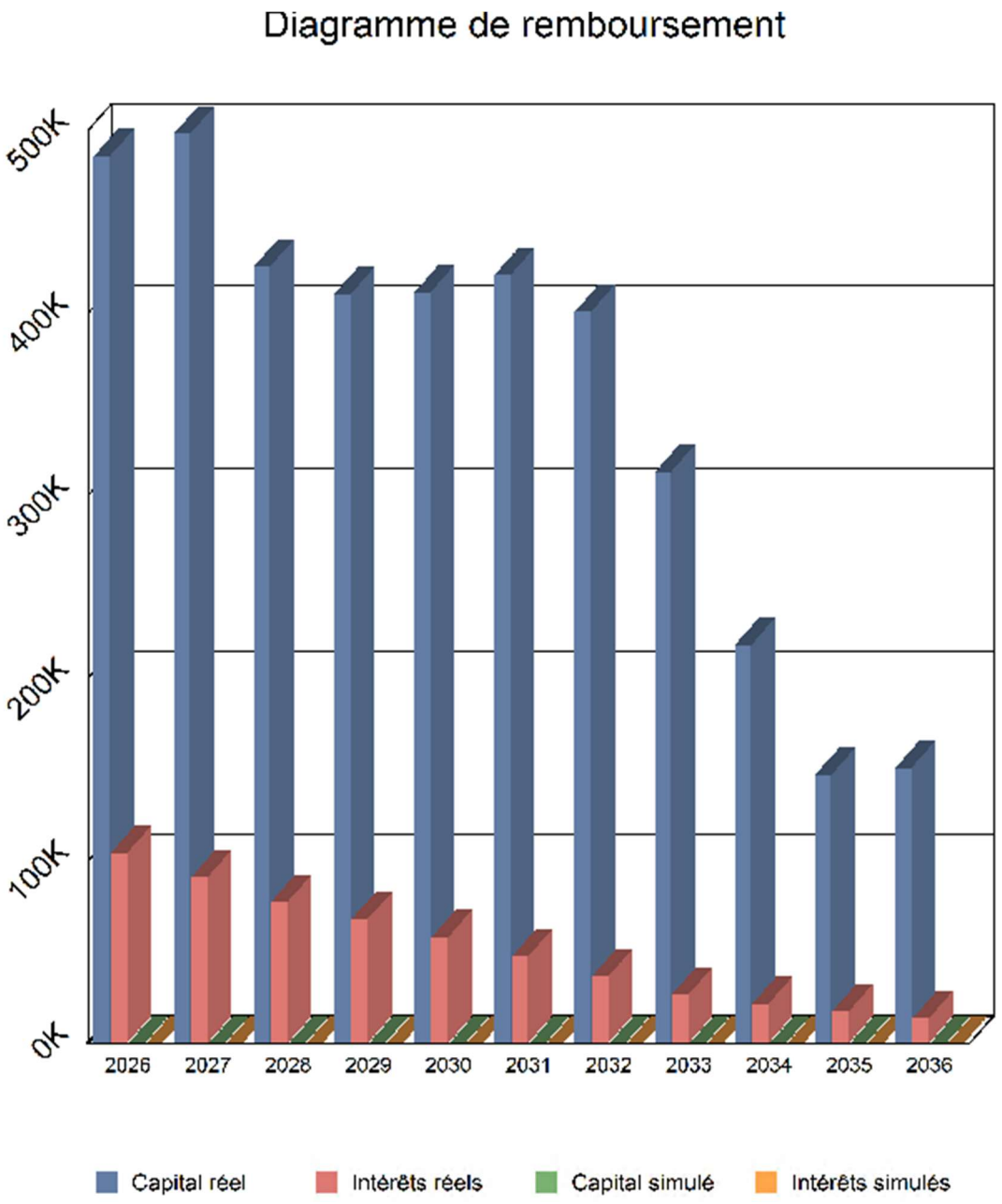
- Section de fonctionnement : + 2 435 643.82 €
- Section d'investissement : - 3 460 319.07 €

| COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - CCVA Budget PECHNAUQUIE III | | | |
|---|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | | 2 435 644.30 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 3 470 319.78 | 3 470 319.30 | -0.48 |
| *Résultat de fonctionnement au 31/12/2025* | | | ***2 435 643.82*** |
| **INVESTISSEMENT (en€)** | **DEPENSES** | **RECETTES** | **SOLDE** |
| Résultat reporté des années antérieures | | | -3 352 447.14 |
| Résultat de l'exercice 2025 | 3 542 851.24 | 3 434 979.31 | -107 871.93 |
| Restes à réaliser 2025 | | | 0.00 |
| *Résultat d'investissement au 31/12/2025* | | | ***-3 460 319.07*** |
| **RESULTAT GLOBAL 2025 :** | | | **-1 024 675.25** |

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

Il est rappelé que les budgets annexes Zones retracent les stocks et doivent s'équilibrer sur plusieurs années ; en fin de vente de la totalité des lots, un bilan est établi.

## La **dette**



REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

# PARTIE IV : *ELEMENTS PREVISIONNELS DU BUDGET 2026*

## *A. LES RECETTES*

- Par prudence et compte tenu du manque de visibilité nationale sur les recettes des collectivités, les produits de la fiscalité sont considérés avec prudence au vu des incertitudes de la loi de finance, nous reconduirons donc les montants 2025 en attente de données plus précises.

- Les recettes d'investissement sont réduites du fait que le Département ne finance plus les travaux de voirie. Les autres subventions sont résiduelles.

- Si des projets structurants devaient être mis en place, il sera envisagé des plans de financements au cas par cas (autofinancement ; emprunt ; subventions…)

- Petite enfance :
    - En 2025, et à priori les années suivantes, les communes de plus de 3 500 habitants ont perçu un versement d'une aide à la gestion des services Petite Enfance d'un montant cumulé sur notre territoire de 44 721.88€.

Or la compétence Petite Enfance est transférée à la Communauté, il est envisagé d'en demander le reversement, la Préfecture ayant été saisie par plusieurs intercommunalités à ce sujet.

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

## B. LES DEPENSES

- La régularisation des actifs des collectivités suite au passage à la M57 n'impacte pas l'équilibre des dépenses et recettes mais génère des écritures d'ordre importantes. Idem pour la régularisation d'écritures années antérieures (intégration pool routier-dette SIVOM, intégration d'études…)

- Dans l'attente d'une éventuelle réorientation des projets communautaires, <u>les enveloppes d'investissement seront reconduites à l'identique.</u>

- <u>Les participations aux syndicats dont la CCVA est membre</u> (SMIX Portes du Tarn, PETR Pays Tolosan, SCOT Nord, Haute Garonne Numérique, Tarn Aval, etc…) n'ont pas fait l'objet de demandes prévisionnelles particulières, les enveloppes restent donc stables.

- Les subventions d'équilibre versées aux budgets annexes seront maintenues soit, :

  - ⇨ CIAS : 110 000€ ;
  - ⇨ Budget annexe Petite Enfance : 700 000€ ;
  - ⇨ Budget annexe Tourisme : 110 000€.

**Il est rappelé que les subventions d'équilibre sont versées au prorata des besoins avérés de ces budgets.**

- **Les charges de personnel** sont impactées par l'augmentation de la part employeur au régime de retraite CNRACL ainsi que l'application de la loi sur la participation à la mutuelle santé mais seront contenues dans l'enveloppe votée en 2025.

REÇU EN PREFECTURE
le 23/02/2026
Application agréée E-legalite.com
21_RP-031-243100773-20260223-2026_005-DE

- **Compétence GEMAPI** (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) :

    - Cette compétence a été en partie transférée au Syndicat Tarn Aval pour le bassin versant du Tarn et au Syndicat du Tescou pour le Tescou ; ces participations au frais de fonctionnement sont déterminées à l'avance.

    - Durant l'année, selon les besoins urgents et dans l'attente du PPG de notre territoire, il est nécessaire de <u>prévoir une enveloppe de travaux afin d'assurer la sécurisation.</u>

    - Actuellement nous fiscalisons 80 000€ par an pour cette compétence, il sera étudié avec attention le fléchage de la taxe.

- **Les attributions de compensation** actées en fin 2025 sont reconduites prévisionnellement.